

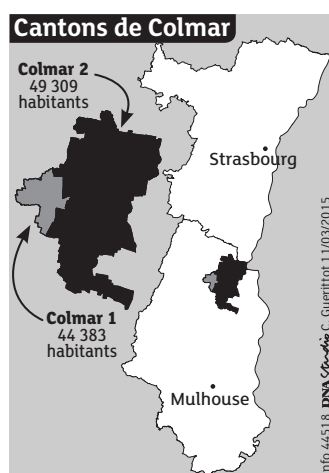
ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES Colmar d'est en ouest

Le vent se lève au Couchant

Les sortants Brigitte Klinkert-Eric Straumann (DVD-UMP) sont les grands favoris dans le canton périurbain et rural de Colmar Est qui recouvre leurs anciens fiefs électoraux. La bataille se révèle plus incertaine dans le canton populaire de Colmar Ouest, qui comprend désormais Ingersheim, où se présentent six binômes éclectiques, dont le sortant Frédéric Hilbert (EELV).

De latitude en longitude. Le redécoupage de la carte électorale a remplacé les cantons sud et nord de Colmar par des cantons ouest (Colmar-1) et Est (Colmar-2), beaucoup plus équilibrés démographiquement.

Le premier compte 44 383 habitants. Il regroupe les quartiers populaires où les anciens lotissements avec pavillons et jardins côtoient les tours hautes et métissées de la Zup, et la commune d'Ingersheim. Le second rassemble 49 309 habitants. Il englobe les quartiers privilégiés du centre et de l'Est colmarien ainsi que 13 communes de la plaine voisine.



du moment où le canton recoupe leurs anciens fiefs électoraux. Cet ancrage a dissuadé bon nombre de candidatures.

Trois binômes partent au charbon face à eux : Marc Coursières et Marion Wilhelm (FN), Fabrice Leglise et Angélique Wintenberger (Debout la France), Julien Ernst et Marie-Christine Gindensperger (PS). Le parti de Nicolas Dupont-Aignan ne pèsera pas très lourd tandis que les socialistes, qui se présentent comme le « poil à gratter », rêvent d'apporter une vraie touche dans une assemblée de droite ».

La bataille s'annonce beaucoup plus enlevée au Couchant où se présente un cocktail détonnant de six binômes : Laurence Locher et Romain Thomann (FN), Gérard Cronenberger et Nadia Hoog (Unser Land), Damien Allain et Régine Mariage



Le redécoupage des deux cantons colmariens n'est pas sans conséquence sur le scrutin départemental : il conforte les deux sortants à l'Est et rebat les cartes à l'ouest. PHOTO ARCHIVES DNA

(Front de gauche), Hasan Gözel et Valérie Kökmen (Parti Égalité Justice), Martine Dietrich et Yves Hemedinger (UMP), Frédéric Hilbert (EELV) et Caroline Sanchez (SE).

Le FN prendra quelques voix au premier adjoint de Colmar, Yves Hemedinger, qui espérait faire cavalier seul à droite pour sa première élection au suffrage uninominal. Si le Parti Égalité et Justice séduira une partie des électeurs issus de la communauté turque et musul-

mane, il peut aussi produire l'effet d'un épouvantail auprès d'un certain nombre d'électeurs.

La candidature des autonomistes d'Unser Land constitue une autre nouveauté de ce scrutin. Ils dénoncent la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et la disparition supposée des particularismes alsaciens. Ils espèrent surfer sur le ras-le-bol qu'exprime une base populaire à l'encontre du système et d'une classe politique qui a

échoué selon eux dans la défense des intérêts de l'Alsace. Leur score reste une inconnue mais ils pourraient bien rafler une partie des voix des électeurs anti-Meyer et des mécontents qui refusent de voter FN. Le score du sortant Frédéric Hilbert reste lui aussi difficile à évaluer dans un contexte où la gauche risque un violent retour de bâton. Mais le conseiller général écologiste n'a pas démerité et les surprises sont toujours possibles, sur-

tout face à une droite plutôt morcelée.

Ce panel politique n'est pas seulement varié, il est aussi inédit. Il marque d'abord le retour dans l'agglomération colmarienne du FN qui en était absent depuis les cantonales de 2001. La nouvelle direction du FN 68 a imposé des candidats dans tout le département, y compris à Colmar où il n'entend plus préserver aucun candidat par son absence.

Tout concourt à des seconds tours, à l'Est et à l'ouest

Le FN est arrivé en tête à Colmar aux élections européennes de mai dernier avec 24,55% des voix ; Marine Le Pen a obtenu sur la ville près de 20% des voix au 1^{er} tour de la présidentielle de 2012. Le parti frontiste devrait capitaliser les suffrages de tous ces citoyens qui rejettent les partis politiques classiques, qui sont victimes du décalage social et qui voient dans l'étranger le bouc émissaire à tous leurs maux, y compris dans les zones périurbaines et rurales de la plaine.

La poussée prévisible du FN et de l'abstention, les multiplications des candidatures à l'ouest et la barre des 25% des inscrits à dépasser pour espérer être élu au 1^{er} tour à l'Est jouent en faveur d'un second tour dans les deux cantons colmariens, quelle que soit leur longueur. ■

FRANCK BUCHY

Les surprises sont toujours possibles, surtout face à une droite morcelée

Cette nouvelle configuration n'est pas sans conséquence sur les enjeux du scrutin départemental : il conforte les deux sortants à l'Est et rebat les cartes à l'ouest.

Au Levant, la vice-présidente centriste du conseil général, Brigitte Klinkert (ex-Colmar Sud), et le député UMP Eric Straumann (ex-Andolsheim) n'ont eu aucun souci pour constituer leur binôme à partir

SCHIRMECK

Mémorial d'Alsace-Moselle : « EU-Phoria » avance

C'est Fluor Architecture, de Strasbourg et Arles, qui a été retenu, hier, par le jury chargé de désigner, parmi trois équipes, celle qui entreprendra la refonte du Mémorial d'Alsace-Moselle de Schirmeck. Le projet se base sur un souhait de mieux mettre en lumière l'ouverture européenne d'après-guerre et la construction de l'Europe jusqu'à nos jours. « Faire aimer l'Europe, qu'elle soit plus unie, le tout avec spectacle, rythme et émotion », c'est ce qui avait été demandé, notamment par Alain Ferry, président du syndicat mixte du mémorial, aux équipes concurrentes. Une salle supplémentaire, souterraine, d'exposition et événementielle, sera construite, avec des puits de lumière.

Un forum, avec possibilité de visionner des films à 180° est prévu. « On verra tomber le Mur de Berlin », prévient Alain Ferry.

La visite du mémorial se fera avec une tablette numérique. La salle des portraits, qui retrace notamment l'histoire de l'Alsace, sera complétée par un film et une cartographie. D'autres espaces seront également revus. Les entrées et sorties se feront par la boutique du mémorial.

Les travaux, séquencés (qui pourront permettre des visites à certaines périodes) sont prévus de septembre 2016 à mars 2017. L'enveloppe nécessaire pour le projet est de 4,2 M€, financés à parts égales par la Région et l'Europe.

STRASBOURG Enseignement

Les sections internationales remaniées à la rentrée

En septembre 2015, l'école européenne de Strasbourg, après sept ans d'existence, intégrera ses locaux propres. Elle laissera un grand vide au collège Vauban, qui hébergeait jusqu'à présent plus de 400 de ses élèves. La direction académique a prévu, comme en « compensation », d'y rapatrier une partie des collégiens des sections internationales de Strasbourg, jusqu'ici rassemblés dans le plus gros collège alsacien, celui de l'Esplanade.

Les parents concernés ont réuni 850 signatures contre le projet, inquiets quant au maintien des moyens. Ces sections publiques recrutent 2500 élèves de la maternelle au lycée sur le seul critère de langue (six sections). Les enseignants ont aussi signalé leur désaccord par une motion.

► Table ronde ce soir à 19h à l'Université de Strasbourg, 1, place d'Athènes, amphithéâtre Carré de Malberg.

CONTRE LA FUSION Une alliance entre trois organisations des trois régions

S'entraider entre voisins

Ils ne veulent pas fusionner leurs régions mais ont décidé d'unir leurs forces dans le combat mené contre le jacobinisme parisien. Hier, la Fédération démocratique alsacienne, le Parti lorrain et le Mouvement Franche-Comté ont signé une alliance stratégique.

DÉNONCER UNE DÉCISION unilatérale du gouvernement de rayer ces trois régions de la carte; se déclarer opposés à une loi qui anéantit les identités institutionnelle, économique, budgétaire, sociale et culturelle; et exiger que les prochaines élections régionales aient lieu dans le cadre des 22 régions existantes, tels sont les buts de cette alliance.

L'union contre la fusion

Ainsi, même si seul le mouvement anti-fusion alsacien est né avec le soutien d'élus, dans les autres régions aussi, des citoyens s'élèvent contre la disparition de leur entité administrative. Et ce même s'il est difficile de les dénombrer.

Comme Thomas Riboulet du Parti lorrain dans un message écrit, tous s'accordent à dire que « cette fusion a été décidée de manière antidémocratique », « fruit de marchandages politiques »; que « les questions de taille critique sont de faux problèmes » alors que la notion de compétences reste encore floue.

« Faire disparaître 16 régions sur



Jean-Michel Ritter, Paul Mumbach et Jean-Philippe Allenbach pour la signature de l'alliance des organisations lorraine, alsacienne et franc-comtoise qui ne veulent pas de la fusion de leurs trois régions. PHOTO DNA - M.M.

22 pour en créer 7 nouvelles sur 12 est une infraction à la charte européenne de l'autonomie locale. Or une loi n'est valable que si elle est conforme à la Constitution et aux traités internationaux», rappelle Jean-Philippe Allenbach du Mouvement Franche-Comté: « Si la plainte que nous avons déposée auprès du conseil de l'Europe n'aboutit pas, cela voudra dire que les traités internationaux ne servent à rien. »

Autonomie, pas indépendance

Et Paul Mumbach, président de la FDA, de souligner que « le mot autonomie n'est pas un gros mot; on ne parle pas d'indépendance, de sortir de la République: nous restons dans la République, qui

signifie la chose publique! Il faut réformer nos institutions, s'orienter vers une réelle démocratie participative... » Frédéric Turon, le porte-parole des Alsaciens réunis, membres de la FDA, précise qu'ils « se soumettent aux lois de la République, mais en exerçant le droit des citoyens à les remettre en cause ». Les trois mouvements ont donc décidé « d'organiser toute action commune nécessaire, et d'engager ensemble toute procédure utile sur les plans politique et judiciaire ». Ainsi, ils ont transmis, hier, par l'intermédiaire de leur avocat, une lettre en recommandé au Premier ministre, notamment pour lui rappeler que « la délimitation des collectivités locales a toujours fait l'objet de

décrets, car c'est le fait de l'exécutif et non du législateur, en vertu de la séparation des pouvoirs... »

Un recours a d'ailleurs été déposé auprès du Conseil d'État par les Alsaciens réunis, soutenus par la FDA et le Mouvement Franche-Comté, « car une consultation de la population est nécessaire pour toucher aux limites de leur territoire ».

Manifestation à Strasbourg samedi

Même si les membres des trois organisations sont convaincus que « le but de l'État est d'éradiquer les identités régionales », ils persistent dans leurs actions. Ainsi, pour atteindre les 127 000 signatures de la pétition d'initiative citoyenne, « Alsace retrouve ta voix », « portée par aucun mouvement, aucun parti politique », ils envisagent une action le jour des élections départementales: la présence dans les 900 communes d'Alsace de « bureaux parallèles », à proximité des bureaux de vote, où faire signer les pétitions. Une « soirée électorale » sera même organisée pour récolter les signatures.

Mais avant cela, une manifestation se tiendra à Strasbourg, ce samedi 14 mars (rassemblement dès 10h, place Kléber avec départ du défilé à 14h). Organisée par le collectif des Alsaciens réunis qui revendique 11 000 membres, elle sera aussi l'occasion de récolter de nouvelles signatures. ■

MICHÈLE MARCHETTI